

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 27 (1977)
Heft: 4

Buchbesprechung: Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire [Louis Bergeron]

Autor: Jequier, François

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'opera di Venturi che brilla per la ricchezza dell'analisi, il rigore critico, la forza espressiva. Esempi di particolari e articolate risposte date dall'uno o dall'altro ambiente alla risonanza degli avvenimenti e delle idee diffusi, tali vicende vengono osservate dall'autore in una visione in certo modo unitaria, cogliendone a buon diritto l'elemento di maggiore rilevanza che è appunto la confluenza, in un moto sostanzialmente comune, di istanze diversamente manifestantisi e motivate.

Nell'ultima parte del libro, approfondendo e affinando ancora, se possibile, l'analisi, Venturi si sofferma diffusamente su alcune figure centrali che meglio di qualunque altra aiutano a comprendere l'essenza delle idee circolanti e dei contrasti da esse suscitati. L'intento piuttosto abile del domenicano Tommaso Maria Mamachi di sfruttare in senso conservatore l'esigenza universalmente sentita di un ritorno alle origini e alla chiesa prima della Controriforma, conciliando in certo qual modo l'inconciliabile, la risposta data dai suoi avversari e le polemiche sopravvenute qua e là e in particolare a Venezia e a Napoli, da un lato, le tesi d'importanza fondamentale sostenute nella già ricordata opera di Cosimo Amidei e soprattutto in quella di Carlantonio Pilati sulla «Riforma d'Italia» dall'altro, l'estremo tentativo conciliatore, infine, di Clemente XIV con il trasparente scopo di salvare il salvabile concedendo quanto era ormai necessario e impossibile non concedere, costituiscono dunque l'oggetto degli ultimi penetranti capitoli dell'opera, che rappresentano, forse, l'immagine più viva e immediata dei fatti, delle idee, dei dibattiti polemici, degli stati d'animo che caratterizzarono quel periodo e degli uomini che ne furono protagonisti. Tra di essi spicca particolarmente la figura di Carlantonio Pilati cui Venturi dà, a giusto titolo, un peso sostanzialmente maggiore e che più e meglio incarna lo spirito, le tendenze, le possibilità di attuazione della tanto agognata riforma. Riforma che avrà bisogno di un ulteriore sforzo per realizzarsi concretamente, ma il cui germe, fecondo di prossimi sviluppi e già chiaramente delineato, era stato posto in questi anni. E Franco Venturi ne ha dato in questo libro importante e bello, anche per le immagini che lo adornano, un quadro convincente e suggestivo. Non resta ora che sperare di vedere presto il terzo tomo dell'opera, nel quale l'autore continuerà quest'ampia ricerca giungendo fino all'alba della grande Rivoluzione.

Firenze

Michele Cassandro

LOUIS BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*. Paris, Librairie Honoré Champion, Lille, Atelier de reproduction des thèses, 1975. In-8°, XXIV + 860 p.

Cette thèse originale apparaît comme une invitation à visiter un chantier de recherches où L. Bergeron présente les résultats de sa «campagne de fouilles dans le sous-sol parisien». Les sources utilisées sont d'une diversité et d'une richesse exceptionnelles, malgré les lacunes signalées. Elles débordent

les limites parisiennes pour s'étendre à toutes les capitales de l'Empire où résidaient les fournisseurs, correspondants et vendeurs de ces négociants, banquiers et manufacturiers. Ces papiers de famille, archives d'entreprises, minutes de notaire, correspondances et comptabilités comme ces actes de société, circulaires et dossiers de faillite nourrissent une analyse micro-économique qui finit par déboucher sur une remise en question de tous les problèmes de la croissance économique française. Comme les affaires parisiennes se sont trouvées liées aux grandes options politiques et économiques de l'ère napoléonienne, ce livre concerne, en fait, les débuts de la croissance industrielle européenne.

Dès la fin du XVIII^e siècle, le milieu des affaires a éclaté. Le premier chapitre tente de situer la place des gens d'affaires dans la ville et dans la société en se référant à un cadre statistique basé sur la fortune, les revenus et le mode des placements. L'analyse détaillée des listes des notables les plus imposés fait ressortir quelques individualités marquantes qui resteront au premier plan durant ces années 1795 à 1815. Le but de la recherche est défini clairement : « cerner les éléments les plus actifs dans le groupe des gérants de la vie économique » (p. 76). Plusieurs tableaux précisent peu à peu la répartition géographique de ces élites dans la ville. La définition des « gens d'affaires » se heurte à l'imprécision des limites sociales de ce groupe si mouvant à l'époque d'un « capitalisme en pleine efflorescence » encore à la portée de tout le monde, imparfaitement professionnalisé. Pour L. Bergeron, il faut un capital de 100 à 200 000 fr. pour entrer dans le secteur des grandes affaires, « même si des marchands respectables et présents dans les rangs des notables parisiens appartiennent à des niveaux sensiblement plus modestes ».

Les deux chapitres suivants dressent un état extrêmement détaillé des origines géographiques du milieu des grandes affaires, de ce « club du grand capital parisien » qui doit si peu au milieu parisien lui-même. L'immigration provinciale d'abord donne lieu à une énumération détaillée des futures élites économiques qui « montent » à Paris, puis l'immigration étrangère complète ce tableau de l'exode convergent des hommes et des affaires vers la capitale. Depuis la fermeture des ports consécutive aux guerres de la Révolution et de l'Empire, les zones maritimes perdent leur attrait au profit de Paris qui apparaît comme le « centre nerveux des relations, des informations et des spéculations ». La diaspora huguenote tisse des liens étroits avec le refuge helvétique, au point que l'on peut parler d'un axe économique et financier Languedoc – Genève (p. 92). Chaque famille fait l'objet d'un inventaire fouillé qui fait ressortir l'état et la répartition de la fortune, les liaisons commerciales et financières, les mariages et leur rôle prépondérant dans les relations d'affaires propres à un « capitalisme encore fondé sur un système de crédit – et sur un système de gestion – qui fait appel, et confiance en priorité, aux moyens financiers et humains de la famille étendue » (p. 146). Une quarantaine de pages sont consacrées aux Suisses et

à leurs banques qui continuent de tenir une place très importante, d'une part du fait de la survivance de nombreuses maisons parmi les plus puissantes et d'autre part en «raison d'un sang nouveau, de la reprise du flux des hommes et des capitaux en direction de Paris». A ce propos, est-il nécessaire de rappeler la familiarité de L. Bergeron avec nos fonds d'archives?

Les chapitres IV à VI traitent de l'histoire des banques parisiennes. C'est l'étude approfondie des activités de ce «milieu des affaires» que les trois premiers chapitres ont défini. Une série de monographies présentent ces nombreux établissements bancaires qui connurent de brèves carrières avant la création de la Banque de France que L. Bergeron aborde surtout au travers de ses actionnaires, dont il a retrouvé la liste, et au travers des archives des comptoirs d'escompte, premières tentatives de la Banque pour sortir de Paris. Ces pages denses, truffées de tableaux, retracent les nouvelles orientations qui caractérisent la banque parisienne: les emprunts d'Etat et les diverses tractations avec le gouvernement, prisés par les financiers d'Ancien Régime, cèdent la place aux investissements productifs; la politique bancaire cherche à développer l'escompte en baissant le taux et elle accélère l'émission de billets; enfin, elle utilise habilement la richesse foncière dont elle facilite le transfert dans le domaine de la production et des échanges par le biais des actions hypothécaires par exemple (pp. 266 ss.).

Cet assainissement du marché financier ne se fait pas sans heurt, et à l'approche de l'an IX se «stabilise une sorte de syndicat réunissant les banquiers les plus puissants et les plus prestigieux, pour le service permanent du trésor» (p. 383). Mais cette transition d'un système de crédit à un autre s'entoure d'un luxe de précautions extraordinaires qui ne facilitent pas les débuts de l'industrialisation. En effet, les banques ne prêtent qu'à court terme et les industriels hésitent d'autant plus que les crises se succèdent. Malgré ses restrictions, le placement industriel ne cesse d'attirer des capitaux considérables comme le montre clairement l'analyse serrée des dossiers de faillite.

Les chapitres VII à IX «exaltent le rôle de Paris dans la commercialisation et dans la production du textile, principalement du textile-coton». Le commerce des toiles de coton et des indiennes, branche maîtresse du commerce international, reste dominé par les Suisses. Et parmi eux, «au premier rang, par les maisons issues, à la fin de 1796, de l'éclatement de la vieille et puissante firme – neuchâteloise dans ses origines, européenne et presque mondiale par ses ramifications *Pourtalès et Cie*» (p. 445). Les historiens romands se trouveront en pays de connaissances en suivant l'évolution des entreprises neuchâteloises, vaudoises et genevoises qui occupent une place importante parmi les 150 maisons engagées dans le négoce des toiles, mousselines et toiles peintes. «Le hasard des sources fait que, pour analyser de plus près les conditions d'activité de ce secteur du commerce parisien, on ne dispose que d'un fonds d'archives privées: celui de *Coulon et Cie*», déposé aux Archives de l'Etat de Neuchâtel. Ainsi, sur la base d'un cas

particulier, L. Bergeron fait revivre la marche des affaires de 1796 à 1808. Le commerce des toiles s'obstine à survivre dans les conditions les plus anormales et les plus difficiles (p. 465). Grâce à la richesse de ce fonds, on peut voir fonctionner de l'intérieur cette maison de commerce qui traverse une période particulièrement troublée. Son histoire instructive «témoigne des efforts obstinés, et point inefficaces au demeurant, d'un capitalisme purement marchand, de type ancien, pour s'adapter à des circonstances politiques et économiques qui avaient détruit son milieu naturel – celui des libres échanges interocéaniques – que le XVIII^e siècle, malgré ses guerres et ses monopoles, avait laissé s'organiser. Elle est aussi, sans doute, l'histoire d'une branche du capitalisme helvétique en France dont les gérants manquèrent, somme toute, d'esprit d'invention. On en trouvera maintenant la preuve dans la politique d'investissements audacieux menée par le vieux Pourtalès, dont les Coulon avaient, directement ou indirectement, sans cesse rencontré la présence et la concurrence sur les marchés de l'Empire ou dans les maisons qu'il commanditait. On verra que ce vieil homme avait pour sa part eu l'intuition que l'avenir appartenait désormais aux industriels, et non plus aux courtiers internationaux en toiles d'importation. Secondairement, et d'une façon moins nette, l'expérience de Coulon porte aussi témoignage sur le développement, au sein du marché impérial, de puissantes rivalités entre places de commerce» (pp. 504–505). Les pages qui relatent les dernières années de Jacques-Louis Pourtalès l'aîné et l'installation de ses fils, qui se partagent son immense fortune, apportent de précieux renseignements sur l'art de la commandite et les autres formes de crédit privé à moyen ou à long terme.

Dans le mouvement d'industrialisation qui s'empare de la France, Paris tient son rang. Le coton est roi. En 1813, il y avait 52 filatures dans la Seine, dont 44 dans Paris même. Oberkampf et Richard-Lenoir, gros acquéreurs de biens nationaux dans la capitale, installent leurs ateliers dans les grandes bâtisses conventuelles. La vente des biens nationaux favorise ainsi l'implantation de l'industrie à Paris. Ces filatures étaient équipées de 150 000 broches, uniquement à filer en fin, portées notamment par 744 mules-jennys, elles filaient 750 tonnes de coton brut par an, occupaient près de 5000 hommes, femmes et enfants, sans compter le travail rural distribué dans un rayon de deux cents kilomètres. Au fil des pages, L. Bergeron développe ses arguments en proposant des conclusions qui mettent en cause plusieurs conceptions traditionnelles sur l'industrialisation. Parmi les initiateurs de l'industrie cotonnière parisienne, on trouve des «propriétaires», riches rentiers «occupés de la seule gestion de leur fortune, et qui ont de toute évidence aperçu dans l'industrialisation naissante un placement rémunérateur» (p. 555). Les exemples parisiens ignorent les bas «seuils d'entrée» dans l'industrie où l'on pouvait monter son atelier avec quelques mois de gains. Cent mille francs apparaissent comme un minimum (p. 569). Enfin, pour ne retenir que ces aspects, l'aide de l'Etat est indispensable (p. 570).

En s'appuyant sur de nouvelles sources, L. Bergeron propose une interprétation personnelle des nombreuses crises de la période qu'il examine sous l'angle des banques, du commerce et des entreprises comme celle d'Oberkampf à laquelle il consacre son huitième chapitre.

L'histoire de l'entreprise Oberkampf s'impose comme un modèle du genre autant par la sûreté de la méthode que par la rigueur de l'analyse d'une documentation aussi riche que difficile à interpréter. L. Bergeron domine à tel point son sujet qu'il peut se permettre d'exploiter tous les détails du cas particulier d'Oberkampf pour les intégrer dans le contexte général de la période en mettant en relief toutes les finesses du métier, de l'achat des matières premières à la production et du calcul des prix de revient aux lignes principales du financement. Il cite à propos les réflexions d'Oberkampf dont il tire les éléments d'une analyse serrée de l'évolution de la conjoncture. Cette histoire d'entreprise se termine par une étude détaillée de la comptabilité d'Oberkampf dont L. Bergeron a su voir les limites et surtout éviter les dangers de généralisations hâtives (pp. 699-712).

Les deux derniers chapitres (X et XI) reviennent au milieu classique des banquiers et marchands-banquiers pour étudier leur adaptation à une conjoncture d'exception qui va du « feu de paille du commerce français autour de la paix d'Amiens » jusqu'aux crises des années 1810. Les spéculations sur les denrées coloniales et l'armement maritime animent les affaires, plusieurs maisons se créent, d'autres disparaissent. La gigantesque faillite de Jacques Récamier en novembre 1805 est présentée au travers d'un bilan dont le passif s'élève à 21 millions de francs (pp. 778 ss.). Il n'y a pas que le contrôle du grand commerce qui intéresse les gens d'affaires, mais aussi les investissements industriels et les placements fonciers. La conclusion s'impose : « la banque parisienne, dans ses plus grandes maisons, a cessé avec la Révolution de lier sa fortune aux emprunts de l'Etat. Elle continue certes à trafiquer en marchandises, et figure parmi les gagnantes du Blocus continental ... l'industrie française à l'époque napoléonienne trouve dans les multiples formes du crédit bancaire les capitaux nécessaires à son premier démarrage » (p. 819). L'évolution de la haute banque privée vers la banque d'affaires se précise dans un climat de concentration bancaire. Paris va jouer un rôle de premier plan dans la régulation des échanges, la distribution du travail et surtout le choix des investissements à l'échelle nationale. Le milieu des affaires s'est profondément renouvelé par cette convergence des hommes et des fortunes vers Paris, qui devient un véritable centre économique au détriment des régions côtières qui voient leurs ports décliner pour la plupart.

L. Bergeron apporte des éléments nouveaux au grand débat historique sur les incidences économiques de la Révolution et des guerres impériales. En fin de compte, cette thèse originale se consulte plus facilement qu'elle se lit, car elle apparaît comme une suite de monographies ou une série d'études de cas qui fournissent une somme impressionnante d'informations

sur les aléas de l'industrialisation française. Il reste à espérer que l'édition imprimée, à paraître chez Mouton, comportera tous les index nécessaires qui permettront au lecteur d'utiliser ce «chantier ouvert» jusque dans les moindres détails.

Pully

François Jequier

DIRK H. MÜLLER, *Idealismus und Revolution, Zur Opposition der Jungen gegen den sozialdemokratischen Parteivorstand 1890-1894*. Berlin, Colloquium-Verlag, 1975. 188 S. (IWK 3).

Le courant d'opposition à la direction qui apparaît, au sein de la social-démocratie allemande, au moment où l'abolition de la loi contre les socialistes, les succès électoraux et la croissance du mouvement de masses (grève des mineurs de 1889) lui ouvrent de nouvelles perspectives, est bien connu des historiens. Pourtant, cette opposition dite des Jeunes (Jungen) n'a, pendant longtemps, guère suscité la curiosité. Les anarchistes trouvaient que, malgré ses accents antiparlementaires et antiautoritaires, elle avait fait preuve d'inconséquence en s'arrêtant à mi-chemin dans sa critique, tandis que l'historiographie socialiste et communiste s'en tenait aux jugements dépréciatifs d'Engels, qui parlait de «Literaten- und Studenten-Clique». Mais, la radicalisation d'une partie de la jeunesse universitaire a réveillé l'intérêt pour les courants d'opposition au sein du socialisme officiel. Un éditeur a réimprimé l'un des principaux ouvrages des Jungen : «Der Klassenkampf und die Sozialdemokratie» de Hans Müller tandis qu'en 1971 H. M. Bock consacrait une étude à ce mouvement (*Das Argument* 63); aux yeux de ce dernier auteur, l'apparition des Jungen s'inscrivait dans une longue tradition qui, partant de Johann Most, aboutissait au communisme de conseils des années 1920 et à la révolte des étudiants en 1966-1969.

L'ouvrage de D. H. Müller, qui se rattache à une conception différente, vient donc à son heure; sur la base d'une documentation qui paraît aussi complète que possible, il retrace d'une manière détaillée et suggestive la naissance de cette opposition et son effacement rapide après l'échec de la Société des socialistes indépendants, créée après les exclusions prononcées au Congrès d'Erfurt, en 1891. Sur les événements eux-mêmes et leur déroulement, quantité de précisions, mais aucun élément radicalement nouveau. Ce qui, dans l'interprétation nous paraît le plus original, c'est l'importance apportée au mouvement syndicaliste des années 1889-1890 et à l'organisation de la première célébration du 1^{er} Mai. C'est sur ce point qu'apparaît la plus profonde la faille qui se creuse entre une base de plus en plus décidée et une direction surtout soucieuse de maintenir l'acquis et de ne pas compromettre les chances d'une abolition prochaine de la loi contre les socialistes. D'où la différence entre les appels des syndicalistes demandant aux travailleurs de chômer partout où leurs organisations étaient assez fortes et celui de la fraction socialiste au Reichstag, qui dirigeait alors le